

Des réfugiés ballottés par les guerres et l'Histoire...

Parole à Ali, en CAO (Centre d'Accueil et d'Orientation) à Vivre au Peux.

Le 3 mai dernier, avait lieu l'Assemblée Générale d'Emmaüs Vivre au Peux... Rapports divers habituels... Election de 3 nouveaux administrateurs... Repas partagé... Mais nous n'en sommes pas restés là. Nous avons invité Adam, un monsieur Soudanais depuis 13 ans en France, qui travaille comme traducteur et interprète auprès des réfugiés de son pays... Il nous a expliqué la situation actuelle du Soudan... Soudan du Nord et sa province du Darfour, Soudan du Sud... Des problèmes politiques de "dominations" inextricables : et bien sûr, ce sont les populations qui en font les frais... Allez sur internet pour en savoir plus...

Après son intervention, les Soudanais que nous accueillons ont été invités à raconter un peu de leur vie... comment ils en sont arrivés en France et chez nous ! Nous ne pensions pas qu'ils en auraient tous le courage, mais nos neuf "invités" se sont exprimés...

Comme quelqu'un l'a dit, l'assistance a pris "en pleine gueule" ces témoignages de vies brisées, ces parcours ponctués de tortures, de situations d'esclavage, de danger de mort etc...

Bien sûr, on connaît plus ou moins tout ça, par les journaux, la TV, internet ! Mais l'entendre par les personnes elles-mêmes, c'est tout autre chose ! L'émotion était palpable, larmes y compris... Comment rester indifférents !

S'il en était besoin, une soirée comme celle-là nous remet les pendules à l'heure, nous confirme dans l'importance de continuer d'accueillir et de tout faire pour redonner espoir et confiance dans un avenir possible... Merci à **Ali, Mohammad, Eltayib, Moubarak, Khalid, Bouchara, Mustafa, Abdeslam, Houbedine**... Ils nous ont tous remerciés : Anne la responsable leur a exprimé fortement notre gratitude pour tout ce qu'ils nous apportent, eux, dans ce travail d'humanité à construire...

Quelques jours après, un journaliste est venu pour interviewer spécialement Ali... Vous en avez l'essentiel ci-dessous (extrait de la NR du 10 mai 2018).

La parole à Ali...

Ali (au centre sur la photo page suivante) est accueilli au CAO (Centre d'Accueil et d'Orientation) du Pin avec un Guinéen et un Pakistanais et 8 autres Soudanais qui partagent avec lui un destin similaire.

Quand les réfugiés arrivent en France, ils ont connu des destins divers qu'ils n'ont pas choisis. Un jeune Soudanais témoigne.

Quand on évoque les périples des réfugiés en Europe, on imagine souvent qu'ils ont décidé de s'y échapper. **Ali Babiker** témoigne d'une autre réalité. Celle de réfugiés arrivés en France sous la pression de cataclysmes qui le dépassent.

Tout juste nanti d'un statut de réfugié politique valable 10 ans, ce jeune Soudanais de 26 ans raconte une vie soumise à la guerre civile et aux massacres des "milices janjawids". Ali avait 11 ans en 2003 quand la guerre entre les rebelles du Darfour et les milices janjawids soutenues par le gouvernement du Soudan a pris un tour très cruel et personnel. "Les attaques de villages se sont multipliées. Lors d'une attaque de mon village, je me suis réfugié dans un puits pendant que mon oncle était battu à mort."

Avec ses trois sœurs et ses deux frères (la plus

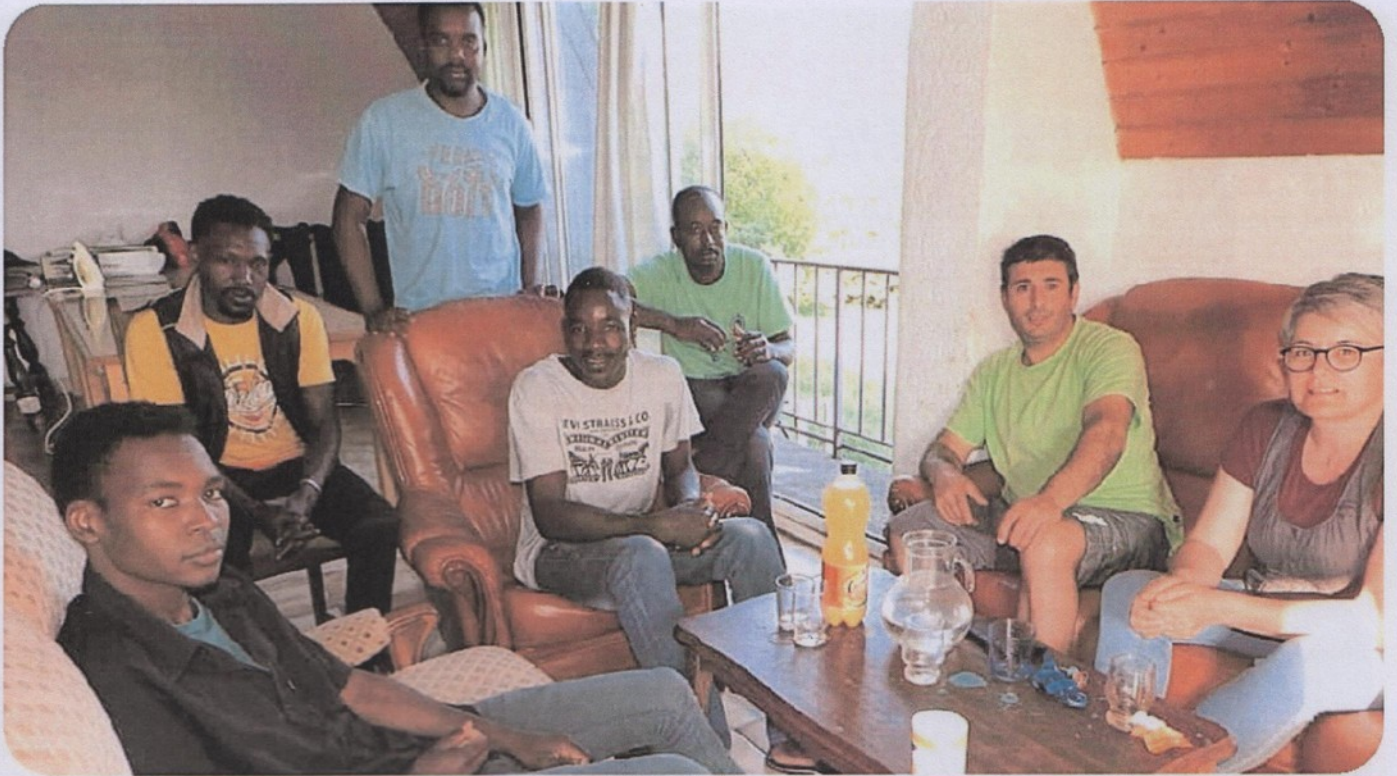
agée a 13 ans et le plus jeune 7 ans), Ali n'a d'autre choix que de chercher refuge à Kutum, une ville proche. "Nous y sommes entrés de nuit pour ne pas être repérés. Nous nous sommes réfugiés dans une école mais l'armée la ratisait régulièrement."

Une survie dans les camps :

Après plusieurs jours sans boire ni manger, Ali et ses frères et sœurs finissent par trouver des ONG qui distribuent une aide alimentaire. De la fin 2003 jusqu'en 2007, ils vivent dans un camp humanitaire de 15.000 à 20.000 personnes. "Il a fini par s'y créer une vie avec des petits marchés, du troc... À partir de 2005, les ONG y ont installé des écoles. Mais les milices janjawids y infiltraient des hommes en repérage et faisaient régulièrement des raids dans le camp."

En 2007, les Nations unies déploient une force militaire des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour pour assurer la sécurité des réfugiés. "Les attaques ont cessé le jour mais se sont poursuivies de nuit. Tous ceux qui s'opposaient aux pillages étaient tués."

Même le mandat d'arrêt international de la Cour pénale internationale contre le président Omar el-Béchrir pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité ne changera rien. "Le Soudan a simplement chassé les ONG et l'aide humanitaire a cessé, Il n'y a



Moubarak Eltayib Mohammad Ali Khaled Abdenmour (traducteur) et Anne (responsable)

aucune chance que la situation du Darfour s'améliore", affirme Ali qui a renoncé à tout espoir d'y retourner. Mais il tient à témoigner. " Il y a 121 camps de réfugiés au Darfour et 2,5 millions de personnes ont été déplacées. Entre 2003 et 2009, il y a eu 400.000 morts."

D'un danger à l'autre, du Soudan au Pin

Devenu étudiant en génie civil, Ali a 25 ans quand éclatent des manifestations étudiantes durement réprimées en 2017. *"Cinq étudiants considérés comme des meneurs ont disparu. Je suis retourné travailler dans les champs autour du camp de réfugiés. Un jour, des miliciens sont arrivés. Ils cherchaient des animaux qu'ils avaient perdus et m'ont emmené avec eux pour les retrouver. J'ai passé trois jours avec eux à soigner leurs chameaux. Le troisième jour, j'ai profité qu'ils me demandent d'aller chercher du bois pour le feu pour m'échapper. Mais je ne pouvais pas retourner au camp de peur qu'ils viennent m'y chercher."*

Ali embarque alors dans un camion pour une ville frontalière du Tchad. *"Les chauffeurs m'ont découvert alors qu'ils s'arrêtaient sur la route coupée par un éboulis. Je les ai aidés à débayer la route en échange du transport. Je suis resté trois jours au Tchad et ils m'ont conduit en Lybie."*

À l'époque, Ali croit encore trouver du travail dans

un pays dont il ne sait pas qu'il a été ravagé par la guerre. *"J'ai passé la frontière à pied. Ils m'avaient donné rendez-vous dans un village de l'autre côté de la frontière. Je les y ai retrouvés et ils m'ont conduit auprès d'un groupe de Soudanais de ma région. Je suis resté six mois en Lybie. Mais il fallait se méfier de ne pas se faire capturer par des marchands d'esclaves."*

En Lybie, on présente l'Europe à Ali comme une destination logique. Contre tout ce qu'il possède, Ali obtient une place dans un bateau. Il mime la position accroupie dans laquelle il va traverser la Méditerranée, entassé avec près de 160 autres réfugiés. *"J'ai passé une journée dans ce bateau et nous avons été secourus par des ONG néerlandaise et australienne et la Croix-Rouge."*

En Italie, Ali se retrouve au milieu de près de 1300 réfugiés mais sans aucune ressource... *"Ce sont des ONG qui m'ont dirigé vers la France."* Plusieurs fois refoulé à la frontière, il est reconduit au sud de l'Italie à chaque fois mais finit par entrer en France.

Arrivé de Paris en juillet 2017 au Pin, désormais reconnu comme réfugié politique, il a six mois pour apprendre le français, découvrir et satisfaire les démarches de l'administration.



La marche des migrants !

C'est parti... de Vintimille à Londres...

Une marche nationale La Roya - Calais - Londres est organisée par l'association l'Auberge des Migrants et la Roya Citoyenne. Cette grande marche citoyenne et solidaire de 60 étapes est partie de Vintimille le 30 avril dernier et arrivera à Londres le 8 juillet. Soutenue par de nombreuses associations - dont le mouvement Emmaüs - cette initiative veut porter à l'échelle nationale l'enjeu d'accueillir, la nécessité d'une autre politique migratoire, le respect des droits des personnes migrantes et la suppression du délit de solidarité.

Cette marche a aussi pour objectif de valoriser le travail des citoyens, des associations et des collectifs qui aident les migrant-e-s, mais aussi de nouer un dialogue ouvert avec les citoyens. Sur leur trajet, ils s'arrêteront dans une soixantaine de villes, dont Nice, Marseille, Lyon, Dijon, Paris et Lille... Vous trouvez facilement le parcours sur internet...

LAISSEZ LES PASSER !

Nous marchons pour l'accueil des migrants, contre le "délit de solidarité", contre le blocage de la frontière franco-italienne et de la frontière franco-britannique.

Nous demandons la liberté de circulation et d'établissement des migrants en Europe et en France : pas de blocage des frontières à l'intérieur de l'Europe, notamment entre la France et l'Italie, entre la Grande-Bretagne et la France ; pour les migrants, liberté de choix du pays dont ils veulent demander la protection.

ACCUEILLONS LES !

Nous sommes solidaires avec les migrants : nous demandons l'ouverture de centres d'accueil inconditionnel, la fin du "délit de solidarité" et des autres entraves au travail des citoyens et des organisations d'aide aux migrants.

UNE BELLE ORGANISATION !

L'étape moyenne est de 20 à 25 km. Cela suppose, en enlevant une heure de pause, en moyenne 5 à 6h de marche à 4 km/h.

Des relais locaux pour chaque étape. "Ils nous aident à trouver l'hébergement et le lieu pour les repas, à définir l'itinéraire précis et à organiser l'événement permettant une rencontre avec les citoyens et la valorisation des actions locales d'aide aux migrants. Ils pourront également mobiliser les médias locaux avant et pendant la Marche."

Les participants sont les marcheurs(euses) qui se sont inscrit(es) au préalable, pour une ou plusieurs étapes. Ils participent financièrement à la Marche à la mesure de leurs moyens. Ces marcheurs sont rejoints à l'entrée de chaque

MARCHE du 30 avril
SOLIDAIRE juillet 07
POUR LES MIGRANT·E·S

VINTIMILLE

CALAIS



ville-étape par des personnes et des organisations en accord avec leurs objectifs de la Marche et souhaitant manifester leur soutien.

Un grand rassemblement est prévu à Paris place de la République le 17 juin.



Nous sommes une Europe accueillante !

"Laissez-nous agir et aider !" Pour cela : signez la pétition !

Comme vous le savez déjà, des citoyen-ne-s européen-ne-s de tous horizons se sont mobilisé-e-s pour apporter leur soutien aux personnes migrantes. Venir en aide aux réfugiés et faire preuve d'humanité reste encore aujourd'hui un acte illégal presque partout en Europe.

Abroger le délit de solidarité est au cœur de nos combats : accueillir et protéger tous-tes les personnes migrantes c'est aussi et surtout les inviter à nous aider à aider. Nombre de compagnes et compagnons sans papiers sont inquiété-e-s alors qu'ils-elles participent à une activité sociale et solidaire et nombre de responsables de communautés sont menacé-e-s parce qu'ils-elles hébergent ces travailleurs solidaires.

Pourtant il y a de quoi garder espoir : en France une forte mobilisation des citoyens et de la société civile vient de mettre le délit de solidarité au cœur des débats sur la nouvelle loi immigration. Celles-ci ont permis de faire bouger les lignes : plusieurs députés de la majorité se sont exprimés publiquement en faveur de sa suppression, fissurant ainsi pour la première fois la cohésion du groupe parlementaire La République En Marche (LREM).

Pendant **une politique européenne commune** est la condition nécessaire à l'abolition réelle du délit de solidarité. Raison pour laquelle, nous participons activement, avec Emmaüs Europe, à la **toute première Initiative Citoyenne Européenne (ICE)** pour une Europe Accueillante ! L'objectif est de recueillir un million de signatures d'ici février 2019, dans sept États membres minimum. Deux conditions, qui si réunies, obligeraient la Commission Européenne à répondre aux propositions de l'ICE.

Pour signer : <https://www.weareawelcomingeurope.eu/fr/>

Propositions de cette ICE :

- Supprimer le délit de solidarité.
- Encourager la solidarité des citoyen-ne-s.
- Accueillir celles et ceux qui fuient les persécutions et offrir un soutien direct aux initiatives citoyennes ayant pour but de venir en aide aux réfugiés.
- Offrir le même accès à la justice pour tous et protéger celles et ceux qui sont le plus exposés aux injustices. Les personnes migrantes sont souvent victimes d'exploitation par le travail, d'abus et de violations de leurs droits fondamentaux.

Saviez-vous que la solidarité est considérée comme un délit ?

Offrir un repas, acheter un ticket de train, ou tout simplement venir en aide à une personne étrangère dans le besoin - sont des actes passibles d'une amende ou de peine de prison dans 12 États membres de l'Union Européenne (UE). Les citoyens et citoyennes solidaires qui viennent en aide aux personnes migrantes sont considérés comme des passeurs car la directive Européenne définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers laisse à certains états membre de l'UE la possibilité de punir la solidarité.

La Commission Européenne a refusé de réviser cette directive. Ensemble, mettons fin au délit de soli-

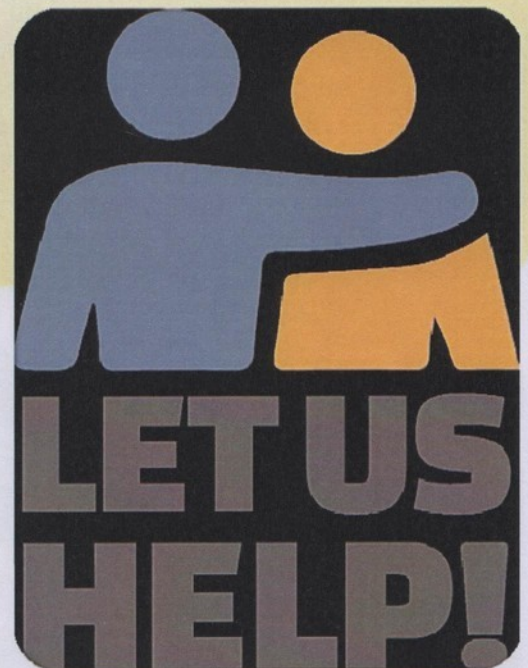
darité.

Accueillir celles et ceux qui fuient les persécutions.

Il est inacceptable que des personnes qui fuient les persécutions risquent leur vie en empruntant des voies toujours plus dangereuses. De nombreux citoyens et citoyennes, lorsqu'ils en ont l'occasion, sont disposés à accueillir des réfugiés. Grâce aux programmes de parrainage, des citoyens et citoyennes de toute l'Europe peuvent soutenir des réfugiés en leur offrant un foyer sûr et une nouvelle vie. L'accueil individuel par des particuliers permet d'améliorer les conditions d'intégration des personnes et familles réfugiées. Il porte ses fruits sur le court et long terme en matière d'autonomie, d'insertion et de cohésion sociale. Nous voulons que la Commission offre un soutien direct aux groupes locaux venant en aide aux réfugiés qui se voient délivrer un visa national.

Offrir le même accès à la justice pour tous

Tout le monde a droit à la justice. Les personnes migrantes sont souvent victimes d'exploitation par le travail, d'abus et de violations de



Laissez-nous aider !

leurs droits fondamentaux. La peur d'être interpellé par la police à cause de leur statut réduit les chances de déposer une plainte et d'obtenir réparation. Ce ne serait pas le cas si les mécanismes de plaintes prévues dans les lois Européennes étaient renforcés. Nous voulons que la Commission garantisse des moyens et des règles plus efficaces pour défendre toutes les victimes.

Pour agir : signez l'Initiative Citoyenne Européenne pour demander une Europe accueillante !

Concours de Pétanque

Rencontre inter-communautés

Dimanche 20 mai 2018 à Emmaüs Peupins Mauléon !

Une super-journée inter-communautés !

- le temps était avec nous : on n'a pas compté les coups de soleil !!!

- il y avait 9 communautés de la région représentées... (voir ci-contre).

- 52 "boulistes" en piste donc 26 doublettes !

- Emmaüs Peupins avait trouvé un lieu idéal dans le Collège Sainte Anne... Ombre et soleil possibles... Terrain sympa au dire des "pétanqueurs" !

- Autour des joueurs, responsables, bénévoles et compagnons ont permis une très bonne organisation... barbecue à midi... rafraichissements permanents... lots et cadeaux pour tous les participants...

- Les photos ci-dessous illustrent ce moment !



Les communau- tés présentes :

- Angers
- Angoulême
- Cholet
- Fontenay le Comte
- Les Essarts
- Le Mans
- Niort
- Peupins - Mauléon
- Vivre au Peux



Annick "une fondatrice" nous a quittés...

Les Peupins... la Cité... Vivre au Peux... lui doivent tant !

Rappelez-vous ! Le Bouches à Oreilles n°268 de janvier 2017 commençait par l'interview d'Annick Levasseur, une grande dame, victime de la polio à l'âge de 6 ans, se déplaçant en fauteuil et dans son camion aménagé... Annick faisait partie de l'équipe fondatrice des Peupins, maison de la Cité des Cloches, au démarrage d'Emmais Peupins... des Ateliers du Bocage... de Vivre au Peux !

Annick nous a quittés le 23 avril... après avoir résisté au cancer qui la rongea. Elle allait avoir 70 ans.

C'est Robert, un des "compagnons" qu'Annick accompagnait depuis des années, qui va nous en parler, à sa manière... Il nous raconte d'abord son parcours, et comment il a fait partie de l'environnement d'Annick...

Qui es-tu Robert ?

Je suis originaire de Cléré sur Layon dans le Maine et Loire. Je suis né le 12 novembre 1935. Mon père travaillait dans une carrière et ma mère était couturière et elle élevait en même temps ses 12 enfants.

J'ai été à l'école jusqu'à 14 ans. Après les parents m'envoyaient travailler dans des fermes. Après je suis parti au régiment en 56... revenu en 58. En Allemagne dans les transmissions et en Algérie où j'étais chauffeur d'un commandant.

Après j'ai travaillé ici et là... dans des fermes. Et aussi pas loin d'ici à St Aubin de Baubigné dans la maçonnerie. On faisait du neuf, des couvertures.

Au moment où j'avais plus de travail, une personne m'a dit d'aller au Peux, à Emmaüs, au mois de février 83. Il faisait un froid de chien, y'avait d'la glace. Je suis rentré au Peux

comme compagnon. C'est là que j'ai connu Annick.

Avec Francis, on allait chez Heuliez ramasser les cartons. C'est moi qui menais le Manitou ! Entre temps on démontait les palettes avec un marteau. Et puis les Ateliers du Bocage se sont mis en route... J'ai fait des ramassages à Mauléon. J'ai fait aussi des fromages chez Henri... Je logeais même là où je travaillais.

C'est Annick qui m'aidait pour mes affaires et elle m'a fait acheter ma maison à Nueil les Aubiers, là où elle avait sa maison à elle. Y'a aussi Denis, un autre "protégé" d'Annick, qui a sa maison à côté de la mienne. Annick s'occupait aussi de ses affaires et Denis l'aidait pour la cuisine.

Et ça fait 22 ans qu'on se rend service. Annick s'occupait de mes affaires, de mon linge... et moi je faisais le jardin... j'ai même planté les fleurs, l'environnement, j'ai planté les haies. Dans sa maison, j'ai fait de la peinture avec d'autres amis d'Annick.

Je venais chez elle tous les jours pour l'aider à faire ses courses, le jardin, le ménage. J'allais aussi avec elle trier les boutons au Peux avec ses copines...

J'y pense souvent à Annick... Si je suis dans le jardin, dehors, je bricole, ça va impeccable ! Et puis tout d'un coup ça remonte et ça me fait pleurer ! Prendre du recul, c'est facile à dire, mais c'est pas si facile que ça à résoudre ! Quand je suis chez elle... je revois Annick... son fauteuil était là... ça me serre la gorge !

Elle me disait qu'elle était fatiguée, fatiguée, elle m'envoyait balader si je lui disais de voir un médecin, un spécialiste ! C'est comme ça... c'était son caractère. J'en ai pas de regret. Si c'était à refaire, je le referais, exactement pareil !



Annick...

Message

"Je voudrais envoyer un petit message à Annick. A l'église, j'avais mis mon pied dans l'allée pour dire quelque chose... mais je voulais pas chialer comme un gamin..."

Depuis 1983 que je connais Annick... Ca fait 35 ans... A ce moment-là, Annick travaillait comme orthophoniste à l'IME de Bressuire.

A son retour, elle venait au Peux avec nous. On se retrouvait tous ensemble dans le foyer de La Chaumière, où on partageait le repas ensemble. Et après le repas, on faisait la vaisselle puis après des jeux, auprès de la cheminée !

Sans oublier la famille d'Annick qui ont bien voulu m'accepter avec eux. Je les remercie de tout cœur pour ce qu'on a vécu ensemble dans ces moments.

Merci."

Robert (bientôt 83 ans)

(message griffonné par Robert au dos d'une enveloppe...)

Robert à la sépulture d'Annick

